



**Conseil économique
et social**

Distr.
GÉNÉRALE

ECE/CES/AC.6/2008/10
3 mars 2008

FRANÇAIS
Original: ANGLAIS

COMMISSION ÉCONOMIQUE POUR L'EUROPE

CONFÉRENCE DES STATISTICIENS EUROPÉENS

Réunion commune CEE/Eurostat sur les recensements
de la population et des habitations

Onzième réunion
Genève, 13-15 mai 2008
Point 3 de l'ordre du jour provisoire

CARACTÉRISTIQUES DIFFICILES À MESURER

**Caractéristiques difficiles à mesurer dans un recensement de la population
et des logements: un point de vue du Royaume-Uni**

Note de l'Office for National Statistics du Royaume-Uni

Résumé

Le présent document expose les diverses raisons pour lesquelles une caractéristique qu'il est envisagé d'inclure dans un recensement traditionnel de la population et des logements peut être considérée comme «difficile à mesurer» et développe celles qui pourraient intervenir dans le cas d'un certain nombre de caractéristiques que la Conférence des statisticiens européens¹ a recommandé d'inclure dans un recensement et de plusieurs autres caractéristiques qui ne figurent pas dans les Recommandations. Il signale les caractéristiques qui ne seront probablement pas incluses dans le recensement de 2011 au Royaume-Uni pour une ou plusieurs de ces raisons mais précise aussi que, malgré la difficulté à mesurer certaines caractéristiques, il sera néanmoins proposé de les inclure. Enfin, il fait état, dans la conclusion, des caractéristiques qui pourraient être considérées comme étant les plus difficiles à mesurer.

¹ Commission économique des Nations Unies pour l'Europe (2006). *Recommandations de la Conférence des statisticiens européens pour les recensements de la population et des logements de 2010*. ECE/CES/STAT/NONE/2006/4, Nations Unies, New York et Genève.
ISSN 0069-8458.

I. INTRODUCTION

1. S'agissant d'une caractéristique d'un recensement, que faut-il entendre par «difficile à mesurer»?
2. Les caractéristiques considérées dans un recensement ne fournissent pas toujours le genre de renseignements dont ont besoin les utilisateurs, avec le niveau de qualité voulue, et cela pour un certain nombre de raisons:
 - a) La caractéristique touche à une question délicate au point que son incorporation dans le recensement est inacceptable pour une grande partie de la population;
 - b) Même si la caractéristique est acceptable, la question fait intervenir des notions, des définitions ou une terminologie qui ne sont généralement pas bien comprises ou qui nécessitent de longues explications ou indications pour garantir une compréhension sans risque d'erreur;
 - c) Ces caractéristiques supposent la connaissance d'une information qui n'est pas à la portée de tous ou dont il est peu probable que l'on se souvienne avec exactitude;
 - d) Les questions posées appellent des réponses ou des avis subjectifs que l'on ne peut quantifier correctement;
 - e) La population se méfie ou s'inquiète de l'utilisation qui sera faite des renseignements fournis; et
 - f) La dynamique de la population oblige à modifier le libellé d'une question entre deux recensements, et il est de ce fait difficile de mesurer les changements d'un recensement à l'autre.
3. Certaines caractéristiques peuvent être considérées comme particulièrement difficiles à mesurer parce qu'elles relèvent de plusieurs de ces catégories. Le présent document étudie, dans l'optique du Royaume-Uni, les raisons pour lesquelles telle ou telle caractéristique peut être ainsi jugée difficile, et mettra en lumière celles qu'il faudrait peut-être considérer très soigneusement avant de les incorporer dans un recensement classique.

II. REVENU

4. Des arguments ont été avancés en vue d'inclure une question sur le revenu dans les trois derniers recensements du Royaume-Uni. Le revenu est très souvent considéré comme une variable plus discriminatoire pour délimiter les régions riches ou les régions défavorisées que ne le sont la profession ou le logement.
5. Toutefois, les essais réalisés aussi bien avant le recensement de 2001 qu'avant celui de 2011 ont fait apparaître que les taux de réponse des ménages, en Angleterre et au pays de Galles, étaient nettement plus bas lorsque le formulaire de recensement comprenait une question sur le revenu. Par exemple, les taux de réponse des ménages lors de l'essai réalisé en Angleterre et dans le pays de Galles en 2007 étaient dans l'ensemble de 44,6 % lorsque le formulaire comprenait une question sur le revenu, contre 47,5 % dans le cas contraire.

6. Un niveau analogue d'absence de réponses lors des essais préalables au recensement de 2001 a persuadé le Royaume-Uni de ne pas incorporer à l'époque une question sur le revenu, et les résultats des essais préalables au recensement de 2011 réalisés à la fois en Écosse, en Angleterre et au pays de Galles vont probablement aboutir à une décision analogue.

7. Le revenu est une caractéristique qui, non seulement, touche à un domaine «sensible» mais qui, de surcroît, fait appel, pour être mesurée avec exactitude, à des notions et une terminologie qui prêtent souvent à confusion. Par exemple, que faut-il entendre par «revenu»? La définition qui apparaît dans les Recommandations de la Conférence des statisticiens européens n'est qu'en partie utile.

8. «Le revenu peut s'entendre: a) du revenu, que chaque membre du ménage a tiré de chacun de ses moyens d'existence (conformément à la classification proposée des principaux moyens d'existence, hormis les emprunts ou retraits effectués sur les comptes d'épargne et la réalisation des biens, au cours des douze mois précédents ou de l'année écoulée, et b) du revenu annuel total du ménage, en espèces et en nature, toutes sources confondues.»

9. En l'absence de notes explicatives détaillées, il arrive souvent que les personnes interrogées ne savent pas très bien ce qu'elles doivent indiquer ou ne pas indiquer. Par exemple, les «allocations-logement» sont-elles comptées comme un revenu et, si tel est le cas et que la question porte sur le revenu personnel, à quel membre du ménage faut-il les imputer?

10. Le Royaume-Uni a constaté que la qualité des réponses à ce genre de question posée telle quelle laisse à désirer, mais qu'elle se trouve largement améliorée (qu'il s'agisse d'un revenu personnel ou de celui d'un ménage) si elle s'accompagne d'une seconde question concernant les sources de revenus à prendre en compte. Toutefois, cela nécessite plus de place sur le formulaire de recensement et accroît nettement la charge de travail des ménages appelés à le remplir.

11. Les difficultés inhérentes aux questions relatives au revenu peuvent être dues également à un manque de connaissances de la part de la personne qui remplit le formulaire, ce qui incite à penser que cette caractéristique est particulièrement difficile à mesurer. Dans les pays où c'est au chef de ménage qu'il incombe de remplir le questionnaire de recensement, celui-ci n'est pas toujours en mesure d'indiquer avec exactitude le revenu des autres membres du ménage, lesquels ne sont pas toujours capables ou désireux de fournir eux-mêmes cette information.

12. Malgré les assurances données à la population au moment de chaque recensement que les réponses sont strictement confidentielles, nombreuses sont les personnes qui n'ont pas confiance dans le fonctionnement du gouvernement central et demeurent résolument dans le doute quant à l'absence de communication à d'autres organismes officiels, pour leurs propres besoins administratifs, des informations personnelles recueillies pendant le recensement.

13. Cette prise de position s'affirme avec une opiniâtreté particulière lorsqu'il s'agit d'une question sur le revenu, auquel cas les soupçons de communication des informations aux autorités fiscales sont difficiles à apaiser. Les résultats des essais indiquent clairement que cette préoccupation est l'une des principales causes à l'origine des taux de non-réponse à cette question, lesquels sont exagérément élevés au Royaume-Uni.

III. APPARTENANCE ETHNIQUE

14. Il est indiqué dans les Recommandations actuelles de la Conférence des statisticiens européens que les pays pluriethniques qui comptent des minorités établies de longue date ou des populations d'immigrants de fraîche date souhaiteront peut-être réunir des renseignements sur la composition ethnique de la population ou de certains sous-groupes de population. Ces données sont importantes pour comprendre la diversité culturelle de la population et la situation des groupes ethniques au sein de la société ainsi que pour définir des politiques de lutte contre les discriminations et en surveiller l'application.

15. La législation britannique actuelle autorise d'inclure dans le recensement une question sur la race et la nationalité. Toutefois, c'est seulement après les vagues d'immigration que le Royaume-Uni a connues dans les années 60 et 70 qu'il n'a plus été possible d'obtenir des renseignements exacts sur l'origine raciale ou ethnique à partir des questions plus classiques concernant le pays de naissance et le pays de naissance des parents.

16. Il a d'abord été envisagé d'inclure une question sur l'origine ethnique dans le recensement de 1981 mais, malgré des travaux de recherche exhaustifs menés dans les années 70 pour parvenir à un libellé de la question acceptable pour l'ensemble de la population, il est apparu clairement à l'issue des essais de recensement effectués en 1979 dans des quartiers de Londres que l'opposition à cette question, dont la population allait probablement faire preuve, compromettrait sérieusement l'ensemble du recensement. Il a donc été décidé de ne pas inclure la question dans le recensement de 1981.

17. La difficulté d'intégrer ces questions dans les recensements antérieurs à 1991 a tenu pour une large part à la crainte que certaines minorités éprouvaient alors concernant l'utilisation qui serait faite des renseignements fournis. Les objections faites à l'inscription d'une question sur l'appartenance ethnique dans le recensement de 1981 tenaient en particulier au fait que les communautés d'Afrique noire et des Caraïbes résidant à Londres craignaient que ces renseignements soient communiqués aux services d'immigration et utilisés pour identifier les individus à rapatrier de force.

18. Toutefois, ces renseignements ont été de plus en plus demandés tout au long des années 80, à mesure en particulier qu'augmentait le nombre d'immigrants de deuxième et de troisième génération. De nouveaux travaux de recherche et mises à l'essai de questions ont mis en évidence que l'opinion et la sensibilité du public avaient beaucoup évolué et qu'il existait, même au sein des minorités ethniques, une demande pour ce type de renseignements à réunir à l'occasion du recensement.

19. De ce fait, une question sur l'appartenance ethnique a été pour la première fois incluse dans le recensement de 1991 en Angleterre, au pays de Galles et en Écosse, ce qui a été largement considéré comme un grand succès. Cette caractéristique continue cependant à présenter quelques difficultés particulières.

20. Même si le Royaume-Uni est maintenant parvenu à introduire une question sur l'appartenance ethnique dans son recensement, il faut également constater que la notion même d'«appartenance ethnique» demeure confuse pour bien des gens, en particulier les enfants de couples mixtes ou les migrants de deuxième génération ou plus. Les études ont fait ressortir que les groupes de population issus d'un métissage pouvaient varier dans leurs réponses à des questions sur leur appartenance ethnique selon leur compréhension du formulaire qu'ils étaient en train de remplir; la réponse donnée à un enquêteur pouvait être différente de celle indiquée en réponse à un autoquestionnaire. Par exemple, on a constaté qu'un certain nombre de personnes interrogées au cours de l'enquête sur la qualité du recensement de 2001² qui avaient coché la catégorie «Britanniques blancs» appartenaient, lorsqu'on les a interviewées, à d'autres groupes ethniques. La plupart des explications avancées donnaient à penser que cette catégorie avait été interprétée à tort comme signifiant «nationalité britannique». Au total, 3,4 % des personnes interrogées au cours de l'enquête sur la couverture ont indiqué un groupe ethnique différent de celui qui était inscrit sur le formulaire de recensement.

21. Désireux de parvenir à une compréhension commune des notions auxquelles cette caractéristique faisait appel, le Royaume-Uni a cherché par le passé à utiliser des expressions telles que «groupe ethnique», «origine ethnique», «origine raciale», «identité culturelle» et «ascendance», mais aucune n'a été universellement comprise. C'est pourquoi le libellé de la question qui donne les meilleurs résultats continuera d'être utilisé, tout au moins pour le moment, même s'il se réfère à plusieurs caractéristiques différentes telles que l'origine géographique, la nationalité et la couleur de la peau. Le recensement de 2011 en Angleterre et dans le pays de Galles va introduire la notion d'«identité nationale» en tant qu'élément distinct de l'appartenance ethnique afin que les résidents qui sont nés au Royaume-Uni puissent s'identifier comme tels.

22. Abstraction faite de ces raisons, pour lesquelles il peut être jugé difficile de mesurer les questions d'appartenance ethnique, le Royaume-Uni doit adapter cette caractéristique à la composition en constante évolution de sa société multiculturelle. En prenant en compte dans chaque recensement successif des groupes ethniques supplémentaires et nouveaux, par exemple les Arabes, les Tziganes, les Roms et les Métis, il devient plus difficile de comparer directement les résultats d'un recensement à ceux des autres. La collecte des renseignements au cours de chacun des recensements ne sera pas nécessairement plus difficile en soi, mais il se peut que l'inscription d'une telle caractéristique perde de son intérêt si la mesure de l'évolution d'un recensement à l'autre est appelée à devenir l'un des critères déterminants.

IV. RELIGION

23. La première fois qu'il a été proposé de réunir des renseignements sur la religion à l'occasion du recensement en Angleterre et dans le pays de Galles remonte à 1851, parce que l'on s'inquiétait à l'époque de la diminution de la fréquentation des églises. Toutefois, comme le Parlement d'alors estimait qu'un recensement à caractère obligatoire n'était peut-être pas le support approprié pour réunir ce type de renseignements, la question a été posée à titre facultatif.

² Office for National Statistics (2005). *2001 Census: Quality report for England and Wales*. Palgrave Macmillan, London. ISBN 1-4039-8769-6.

24. Une question avait bien été incluse dans les recensements réalisés en Irlande du Nord depuis 1971, mais aucune tentative en ce sens n'a été réitérée en Grande-Bretagne jusqu'en 2001, lorsqu'un amendement apporté à la loi sur le recensement a autorisé l'inscription sur le formulaire d'une question concernant la religion. Mais, comme cent cinquante ans plus tôt, cette inscription se ferait uniquement à condition que la question soit de nouveau posée à titre facultatif.

25. La prise en compte de cette caractéristique dans le recensement de 2001 permet de mieux mesurer l'appartenance ethnique, s'agissant en particulier des minorités originaires du sous-continent indien qui préfèrent généralement s'identifier en fonction de leur religion plutôt que de leur origine géographique.

26. Une certaine préoccupation s'est manifestée au sein de la population, certains faisant valoir que la religion était une question personnelle et ne devait pas apparaître dans un recensement, mais le fait que cette question serait posée à titre facultatif a ému une partie des principales objections soulevées, à tel point que, malgré le caractère facultatif de la question, le taux de non-réponse a été de 7 % seulement – c'est-à-dire moins que pour un certain nombre de questions concernant d'autres caractéristiques qui figuraient de plus longue date dans le recensement.

27. Comme dans le cas de l'appartenance ethnique, une certaine subjectivité peut intervenir dans les réponses aux questions sur la religion. Par exemple, quelque 6,5 % des personnes interrogées lors de l'enquête sur la qualité du recensement ont indiqué une religion différente que celle figurant sur leur formulaire de recensement.

28. Un élément supplémentaire à prendre en considération tient au fait que la religion est une caractéristique qui peut évoluer avec le temps. La religion dans laquelle une personne a grandi n'est pas nécessairement celle qu'elle pratiquera par la suite.

V. IDENTITÉ SEXUELLE

29. Depuis la récente adoption par le Royaume-Uni d'une législation portant sur une série de questions en rapport avec l'égalité, y compris entre les sexes, des arguments ont été avancés en vue d'inclure – pour la première fois au Royaume-Uni et en fait dans un pays quelconque – une question relative à l'identité sexuelle, afin de disposer de données de référence pour mesurer les niveaux de discrimination au motif de l'orientation sexuelle.

30. Toutefois, des travaux de recherche d'envergure internationale réalisés au Canada³ et en Nouvelle-Zélande⁴ ainsi que des études plus récentes du Census Office en Écosse⁵ ont donné à penser que cette caractéristique n'avait pas réellement sa place dans le recensement.

³ Statistique Canada (2004), *2006 Census Content Consultation Report*. Voir <http://www12.statcan.ca/English/census06/products/reference/consultation/contentreport-otherdata.htm>.

⁴ Statistics New Zealand (2003). *Sexual orientation Focus Group Research*. A qualitative study. Voir <http://www.stats.govt.nz/developments/sexual-orientation-research.htm>.

31. Au cours d'une petite enquête que le Census Office a réalisée par voie postale en Écosse en 2006, laquelle comportait une question sur l'orientation sexuelle, 14 % environ des 31 % de ménages qui ont répondu n'ont pas fourni de données utiles sur l'orientation sexuelle – soit parce qu'ils avaient choisi de cocher la case «préfère ne pas répondre» soit pour qu'ils avaient simplement omis de répondre à cette question. Ce pourcentage est largement supérieur à celui des personnes qui ont indiqué ne pas avoir une orientation hétérosexuelle, et le GROS en a conclu que les résultats allaient faire planer un doute sur l'exactitude des données réunies par le biais de cette question au cours du recensement et par là même sur l'utilité des données rassemblées ainsi.

32. De surcroît, la terminologie et les notions utilisées pour tenter d'établir une distinction entre différents comportements sexuels ont plutôt embrouillé de nombreux répondants et entraîné des inexactitudes supplémentaires dans les réponses. Si, par exemple, il s'agit d'obtenir des renseignements sur les pratiques sexuelles, les travaux de recherche ont montré que des termes tels que «hétérosexuel» ou «bisexuel» ne sont pas compris ou interprétés par tous de la même manière.

33. Cela étant, le Royaume-Uni ne se propose pas d'inclure une question dans le recensement de 2011. Il a par contre entrepris un projet distinct qui a pour but d'élaborer une question concernant l'identité sexuelle, laquelle pourrait être utilisée dans d'autres enquêtes nationales.

VI. SITUATION MATRIMONIALE LÉGALE: PARTENARIAT CIVIL

34. Les questions visant à déterminer la situation légale de la relation entre couples de même sexe peuvent pâtir de différents problèmes de terminologie. Le récent essai de recensement effectué en 2006 en Écosse, par exemple, a introduit de nouvelles catégories dans la question concernant la situation matrimoniale afin de rendre compte de la relation entre personnes de même sexe reconnue depuis peu par la loi, le partenariat civil. Par contre, des études de suivi ont fait apparaître qu'un grand nombre de personnes ne comprenaient pas cette expression. Certains pensaient qu'elle désignait la cérémonie d'un mariage civil et d'autres que cela revenait à bien s'entendre avec son conjoint.

VII. HANDICAPS

35. Il est largement admis qu'une question ne permettra probablement pas à elle seule d'obtenir lors du recensement des renseignements exacts et utiles sur des handicaps précis. Il est peu probable que de simples questions de ce genre figurant dans un autoquestionnaire fourniront de bons résultats. Il est ressorti par exemple des questions mises à l'essai avant le recensement de 2001 que les renseignements obtenus en réponse à la question concernant un certain nombre de types particuliers de handicap étaient de médiocre qualité comparés à ceux recueillis au cours d'un entretien de suivi.

⁵ General Register Office for Scotland (2006). Sexual orientation in the Census. Voir <http://www.gro-scotland.gov.uk/files/sexual-orientation-in-the-census.pdf>.

36. Il s'ensuit que l'inscription de cette caractéristique sur un formulaire d'autorecensement est quelque peu aléatoire. À la différence d'autres pays, le Royaume-Uni préfère ne pas adopter cette façon de procéder, mais il inclut par contre des questions beaucoup plus simples sur l'état de santé général (en demandant aux répondants d'indiquer si leur santé est «bonne» «assez bonne» ou «pas bonne» et s'ils souffrent d'une maladie de longue durée ou d'un handicap prolongé qui «limite leurs activités journalières ou leur travail»).

37. Cela dit, une certaine subjectivité intervient également si le recensement comporte des caractéristiques liées à la santé étant donné qu'il n'est pas possible d'évaluer par soi-même la santé du répondant au cours d'un contrôle de qualité à l'occasion d'un suivi. Le Royaume-Uni a constaté qu'une question très simple sur l'état de santé général d'une personne permet d'obtenir des données qui correspondent très bien à l'utilisation des soins de santé primaires et des services sociaux au niveau local, et c'est la raison pour laquelle une telle question figure dorénavant de manière systématique dans le recensement du Royaume-Uni. S'agissant de cette question, le taux de non-réponse était à peine de 3,1 % au cours du recensement de 2001, et pourtant 11,6 % des personnes interrogées lors de l'enquête sur la qualité ont donné une réponse différente de celle qu'elles avaient indiquée au cours du recensement.

VIII. LANGUE

38. La subjectivité intervient également dans le cas de la langue car les questions ne peuvent que demander au répondant d'apprécier sa propre aptitude ou compétence linguistique. Or, cette caractéristique est d'autant plus difficile à mesurer qu'il faut concevoir le libellé de la question en fonction des utilisations projetées des renseignements réunis tout en le formulant de manière compréhensible pour celui ou celle qui est appelé à remplir le formulaire. Il devra être conçu différemment selon qu'il s'agit de déterminer jusqu'à quel point les personnes ne sont pas capables de communiquer dans la langue nationale ou d'obtenir des renseignements sur la langue maternelle.

39. Le Royaume-Uni n'inclut pas dans son recensement, comme cela se fait couramment, une question concernant la langue d'usage – encore que dans différentes régions du Royaume-Uni le recensement comporte une question sur la connaissance de la langue celte parlée par les autochtones dans le pays de Galles, en Écosse et en Irlande du Nord. Le Royaume-Uni a constaté qu'il est très difficile, en ce qui concerne la langue, de concevoir une seule question qui permette d'obtenir effectivement des renseignements de nature à satisfaire plusieurs demandes d'utilisateurs, et cela d'autant plus que les personnes à qui cette question s'adresse sont celles-là mêmes qui éprouvent les plus grandes difficultés à comprendre et à interpréter la question.

IX. NATIONALITÉ

40. Après avoir fait pendant des années l'objet de pressions de la part d'Eurostat et de la CEE afin qu'il réunisse des renseignements sur la nationalité, le Royaume-Uni va pour la première fois inclure une question concernant cette caractéristique dans le recensement de 2011. Certes, cette décision ne satisfait pas seulement à l'obligation qui s'impose au Royaume-Uni de produire des résultats aussi compatibles que possible avec ceux d'autres États membres de l'Union européenne mais répond aussi à une nécessité de plus en plus pressante sur le plan national de réunir des renseignements plus adaptés pour être en mesure d'établir de meilleures estimations des migrations internationales.

41. Il n'en reste pas moins, cependant, que la notion de «nationalité» n'est généralement pas bien comprise par la population britannique pour qui il n'est pas d'usage d'indiquer cette caractéristique lors des diverses formalités administratives qui accompagnent la vie quotidienne. C'est pourquoi quels sont les notions et le libellé qu'il faudrait utiliser pour élaborer une nouvelle question qui figurerait dans un recensement au Royaume-Uni?

42. Il est ressorti des essais que le meilleur moyen de comprendre l'objet de la question consiste à demander aux personnes quel est le passeport auquel elles peuvent prétendre, et cela pourrait bien être la démarche que le Royaume-Uni adoptera concernant cette caractéristique pour son recensement de 2011. Cela dit, tout le monde, et de loin, ne comprend pas ce qu'il faut entendre par «peuvent prétendre» et, lorsque la question a été mise à l'essai, cela a posé des problèmes particuliers à ceux qui étaient nés en dehors du Royaume-Uni.

X. ADRESSE CINQ ANS AVANT LE RECENSEMENT

43. La Conférence des statisticiens européens recommande de poser une question concernant l'adresse habituelle un an avant le recensement pour obtenir des renseignements sur la configuration des récentes migrations lorsque les pays n'ont pas prévu de question sur le lieu de résidence habituelle et la date d'arrivée. Dans ce cas, elle suggère de demander également le lieu de résidence habituelle cinq ans avant le recensement. L'allongement de ce laps de temps permet de saisir un plus grand nombre de déplacements mais elle reconnaît que cela pourrait entraîner une plus grande incertitude quant au moment exact de la migration.

44. Une telle question (que le Royaume-Uni a incluse pour la dernière fois dans son recensement de 1981) présente une difficulté supplémentaire en ce sens qu'un grand nombre de migrants pourront probablement se rappeler l'adresse qu'ils avaient cinq ans avant le recensement mais risquent davantage d'avoir oublié le code postal correspondant à cette adresse, lequel est utilisé au Royaume-Uni pour identifier la région et le lieu de la résidence précédente. Dans ce cas, les réponses n'indiquent pas le code postal; or, celui-ci est une variable difficile à imputer avec exactitude, et chercher à déterminer cette information à partir d'autres sources pendant le traitement des données est une opération à la fois coûteuse et longue à exécuter.

45. Le Royaume-Uni n'inclut maintenant qu'une question concernant l'adresse habituelle un an avant le recensement, mais même dans ce cas 4,5 % des réponses manquaient en 2001.

XI. DIPLÔMES

46. Bien que la Conférence des statisticiens européens n'ait pas recommandé d'en faire une caractéristique essentielle, le Royaume-Uni a régulièrement inclus une question sur les diplômes et qualifications professionnelles afin de faciliter la mesure des insuffisances en matière d'enseignement et de formation, ainsi que du suivi des initiatives prises par les pouvoirs publics, de même que l'évaluation des réserves en personnels compétents et qualifiés parmi les chômeurs, y compris ceux qui ne sont pas en recherche d'un emploi.

47. Bien qu'il existe toujours une forte demande pour le type d'informations que peuvent fournir les réponses à cette question, le Royaume-Uni a depuis longtemps constaté que c'est là une des questions dont la réponse laisse le plus à désirer dans le recensement car un grand nombre de personnes ne sont pas capables de se rappeler tous les diplômes qu'elles ont obtenus.

Elles se heurtent en effet à des difficultés particulières: soit les diplômes ont changé au fil des ans et les personnes appartenant à des groupes d'âge relativement avancé ne se rappellent généralement pas avec précision (ou pas du tout) quel est le diplôme équivalent, soit les diplômes ont été obtenus à l'étranger et il n'est pas facile d'en connaître l'équivalent au Royaume-Uni.

48. Pendant le recensement de 2001, 6,2 % environ des répondants n'ont pas répondu à la question sur les diplômes et 17,2 % à celle relative aux qualifications professionnelles, et parmi ceux qui ont effectivement répondu, 40 %, d'après les estimations provenant de l'enquête sur la couverture, n'ont pas indiqué tous les diplômes qu'ils avaient obtenus.

49. Il est également difficile de comparer en particulier les résultats découlant de questions relatives aux diplômes entre des recensements successifs car c'est aussi une caractéristique pour laquelle la description des catégories correspondant aux réponses change facilement, non seulement en raison de l'apparition de nouveaux diplômes et de nouvelles équivalences au niveau international, mais aussi par suite des efforts visant à simplifier autant que possible la question tout en satisfaisant aux impératifs des utilisateurs.

XII. CARACTÉRISTIQUES RELATIVES À LA RÉSIDENCE:

(I) LIEU DE RÉSIDENCE HABITUELLE

50. Bien qu'il soit manifestement la caractéristique essentielle à inclure dans un recensement de la population, le «lieu de résidence habituelle» est une notion qui devient de plus en plus difficile à mesurer. Il faut absolument pour comprendre la couverture du recensement parvenir à mieux mesurer la dynamique des changements sociétaux qui modifient la notion précédemment bien établie de résidence habituelle, considérant en particulier l'augmentation tendancielle des mouvements pendulaires hebdomadaires, du nombre des enfants de parents divorcés ou séparés qui ont plusieurs domiciles et des domiciles secondaires, ainsi que les modes de consommation en général.

51. C'est pourquoi le Royaume-Uni envisage d'incorporer, dans le recensement de 2011, de nouvelles questions concernant les résidences secondaires et les raisons de leur existence ainsi que la durée du séjour à l'adresse de ces résidences. Conjuguées aux renseignements sur l'adresse habituelle, les réponses permettront au Royaume-Uni de mieux répartir la population en fonction du lieu approprié de résidence habituelle déterminé par les modes de vie des ménages. Ces renseignements seront particulièrement utiles, pour planifier la construction de logements et les transports, aux autorités locales qui voudront connaître l'effectif des populations qui habitent dans leurs circonscriptions et utilisent les services locaux pendant la semaine mais qui ont une résidence habituelle ailleurs.

52. Toutefois, il ressort des questions mises à l'essai que la notion de «résidence secondaire» n'est pas sans ambiguïté. Nombreux sont ceux qui ne connaissent pas les critères qui déterminent «une autre adresse» dans ce contexte et qui indiqueront un logement de vacances ou des hôtels dans lesquels il se peut qu'ils résident régulièrement à des fins professionnelles. C'est pourquoi il faut également ajouter d'autres questions pour s'assurer des raisons du séjour à ces adresses et de la durée de ce séjour afin de déterminer s'il s'agit d'une «résidence». Comme dans le cas des questions relatives au revenu, ces questions augmenteront considérablement la longueur du questionnaire de recensement et le travail à accomplir pour le remplir.

XIII. CARACTÉRISTIQUES RELATIVES À LA RÉSIDENCE: (II) INTENTION DE RESTER

53. Afin de mieux comprendre la situation au regard de la résidence des migrants récemment arrivés, le Royaume-Uni envisage d'inclure une question concernant l'intention de rester qui s'adresserait aux personnes dont l'adresse précédente se trouvait hors du Royaume-Uni, en vue de recueillir le type de renseignements de nature à préciser la situation au regard de la résidence habituelle que permettrait normalement de recueillir la caractéristique non essentielle recommandée par la Conférence des statisticiens européens concernant les raisons de la migration.

54. Cela dit, le Royaume-Uni reconnaît que cette caractéristique pose problème. Les intentions d'une personne peuvent beaucoup évoluer à mesure que le temps passe; les intentions exprimées après un séjour d'à peine une ou deux semaines peuvent changer du tout au tout lorsqu'un migrant a passé six mois ou plus dans le pays.

XIV. CARACTÉRISTIQUES RELATIVES AUX MIGRATIONS

55. Considérées individuellement, les caractéristiques visant à mesurer les migrations, par exemple **le pays de naissance, le lieu précédent de résidence habituelle, la nationalité, la résidence antérieure à l'étranger et l'année d'arrivée, et l'intention de rester**, ne sont pas nécessairement considérées comme particulièrement difficiles à mesurer en soi – même si, comme il a été relevé, la citoyenneté, au Royaume-Uni, peut présenter des problèmes particuliers et une question sur l'intention de rester n'est pas encore confirmée. Toutefois, lorsqu'elles figurent dans le recensement sous forme d'une suite de questions (et elles ont toutes été désignées comme étant «essentielles» dans les Recommandations de la Conférence des statisticiens européens), le risque existe que le recensement soit perçu comme axé sur un seul petit sous-groupe de population – dans ce cas les immigrants.

56. Il y a tout lieu de craindre que cette impression suscite des interrogations quant au but du recensement et réveille le type de soupçon et de méfiance du public qui était omniprésent à l'époque où la question de l'appartenance ethnique a été envisagée pour la première fois. Or, les pays, en particulier les États membres de l'Union européenne, ont de plus en plus besoin de réunir ces renseignements afin d'être en mesure de mieux mesurer et comprendre la structure des mouvements migratoires à travers l'Europe et le reste du monde.

XV. BRANCHE D'ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE: NOM ET ADRESSE DE L'EMPLOYEUR

57. Le Royaume-Uni attribue les codes de la Classification internationale type par industrie à la population économiquement active, sur la base non seulement des réponses écrites données à la question concernant le type d'activité exercée dans le cadre de l'emploi mais aussi des renseignements fournis en réponse à la question demandant le nom de l'employeur.

58. Ces renseignements sont souvent perçus comme étant inutiles et indiscrets et, de fait, il est reconnu dans les Recommandations de la Conférence des statisticiens européens que la collecte de ces renseignements peut soulever des questions délicates. Il ne fait aucun doute que, pendant le recensement de 2001 au Royaume-Uni, l'utilisation qui était faite de ces renseignements a suscité autant d'inquiétude que n'importe quelle autre caractéristique. Environ 7,8 % des répondants qui avaient un emploi n'ont pas répondu à la question. Le taux de non-réponse était même plus élevé – 17,9 % – comme cela était peut-être à prévoir, dans le cas des personnes alors sans emploi qui avaient travaillé auparavant, ce qui témoignait là encore de la difficulté à se souvenir de ce genre de renseignement plusieurs années après.

XVI. HEURES DE TRAVAIL

59. Le formulaire de recensement comprend une question sur le temps de travail habituel dans l'emploi principal afin de pouvoir établir une distinction entre les personnes pourvues d'un emploi à plein temps et celles pourvues d'un emploi à temps partiel. Toutefois, les Recommandations de la Conférence des statisticiens européens ont signalé qu'il existe pour cette caractéristique un risque d'erreur dans les réponses en l'absence d'instructions détaillées sur la façon de mesurer le temps de travail habituel. Dans le recensement de 2001 au Royaume-Uni, par exemple, 8 % des personnes n'ont pas répondu à la question et parmi ceux qui l'ont fait, les réponses concernant le temps de travail habituel étaient erronées dans un cas sur cinq. Il a été difficile de calculer ce temps lorsque le nombre d'heures ouvrées variait beaucoup d'une semaine à l'autre ou lorsque les répondants ne savaient pas bien s'ils devaient indiquer la durée normale du travail ou leur temps de travail effectif.

XVII. EFFECTIFS DE MAIN-D'ŒUVRE

60. La Conférence des statisticiens européens recommande de recueillir des renseignements sur le nombre de personnes occupées sur le lieu de travail d'un employeur afin de faciliter l'attribution d'un code correct de la profession au cours du traitement des données. Toutefois, cette question pose problème en ce sens qu'un grand nombre de personnes peuvent ne pas savoir avec certitude ceux qu'il convient d'inclure: faut-il inclure par exemple le personnel de nettoyage et d'autres personnels des services auxiliaires; ou encore, s'il s'agit d'un sous-traitant, quel personnel faut-il inclure?

61. Au cours du recensement de 2001 au Royaume-Uni, environ 14 % des recensés ont été incapables de répondre à cette question qui a été celle qui a produit le taux le plus élevé de non-réponse. Il n'est pas actuellement prévu de poser de nouveau cette question en 2011.

XVIII. NOMBRE DE PIÈCES

62. Le Royaume-Uni a jusqu'à présent inclus une question sur le nombre de pièces occupées par un ménage privé. Toutefois, comme dans le cas du revenu, cette caractéristique est notoirement difficile à mesurer en raison des problèmes de définition qui subsistent concernant ce qu'il faut considérer ou ne pas considérer comme une pièce. Dans les Recommandations de la Conférence des statisticiens européens, la définition de ce qu'il faut compter comme étant une pièce nécessite, par exemple, 180 mots et la description plus de 12 lignes de texte, et l'explication beaucoup plus simple proposée pour le recensement de 2011 au Royaume-Uni exige quand même près de 50 mots.

63. Dans le recensement de 2001 (comme dans celui de 1991), la question relative au nombre de pièces a été celle à laquelle il a été le moins bien répondu. Si le taux de non-réponse n'était que de 5,4 %, 77 % seulement des réponses correspondaient à celles données au cours de l'enquête de qualité, ce qui signifie que plus d'un ménage sur cinq n'a pas indiqué le nombre correct de pièces. L'interprétation de la question est jugée particulièrement difficile lorsque des pièces ont été ajoutées à un logement existant ou que deux pièces ou plus ont été converties en une seule, la surface de plancher demeurant la même.

XIX. ÂGE DES BÂTIMENTS

64. Il n'avait pas été envisagé auparavant d'inclure cette caractéristique dans un recensement au Royaume-Uni, en premier lieu parce qu'il n'y avait pas d'impératif majeur à établir un lien entre les renseignements ainsi réunis et d'autres caractéristiques du logement considérées pendant un recensement, mais aussi parce qu'il est peu probable que les ménages au Royaume-Uni soient normalement en mesure de donner une information exacte.

65. De nombreux propriétaires – occupants – qui n'ont pas accès aux titres de propriété immobilière – risquaient de n'avoir qu'une vague idée de l'âge du bâtiment, en particulier lorsqu'il est relativement ancien, et les ménages qui louent le logement ne leur connaîtraient que très approximativement ou pas du tout.

XX. CONCLUSION

66. La présente note a exposé les raisons pour lesquelles il peut être difficile de mesurer certaines caractéristiques. En fait, bon nombre des caractéristiques essentielles recommandées par la Conférence des statisticiens européens peuvent être difficiles à mesurer, et cela pour différentes raisons, mais l'ONS ne s'en efforce pas moins de les inclure dans le recensement. Cela dit, quelles sont les caractéristiques les plus difficiles à mesurer et quelles sont celles qui ne devraient peut-être pas figurer du tout dans le recensement?

67. Sur la base des résultats obtenus à l'issue du recensement de 2001, on a constaté que les caractéristiques pour lesquelles les pourcentages de non-réponse étaient les plus élevés sont les qualifications professionnelles (17,2 %), la superficie du lieu de travail (13,9 %) et les heures de travail (8,0 %). Aucune de ces caractéristiques ne sont qualifiées d'«essentielles» dans les Recommandations de la Conférence des statisticiens européens, et il n'est pas prévu que l'une ou l'autre figure dans le recensement de 2011.

68. Si l'on mesure la difficulté par la qualité des réponses (lorsque réponse il y a) aux questions posées dans le recensement de 2001, on constate que les divergences avec l'enquête sur la qualité ont été particulièrement élevées pour les diplômes (39,4 %), le nombre de pièces (22,5 %) et les heures de travail (19,8 %).

69. Cela dit, s'agissant des caractéristiques qu'il faut encore inclure dans le recensement du Royaume-Uni, il est possible de préconiser que les trois qui vont poser le plus de problèmes sont probablement le revenu, l'identité sexuelle et les handicaps.

70. Il n'est pas prévu d'inclure l'une ou l'autre dans le recensement de 2011 au Royaume-Uni, encore que les questions relatives au revenu et aux handicaps demeurent envisagées en Écosse.
